



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### MARCHÉ DE FOURNITURE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

**Achat d'une station d'écophysiologie  
Et achats pour bouée instrumentée**

**N°2025956AOF0043**



Normandie Université

Campus 1  
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5  
[marches.publics@unicaen.fr](mailto:marches.publics@unicaen.fr)  
[www.unicaen.fr](http://www.unicaen.fr)

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir .....	4
1.2.2 - Description technique .....	7
1.3 - Prestations annexes .....	8
1.3.1 - Garantie des prestations .....	8
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	8
1.4 - Variantes .....	8
Article 2 - Localisation et temporalité .....	8
2.1 - Lieux d'exécution .....	8
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	8
2.2.1 - Date de démarrage.....	8
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	9
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents .....	9
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	9
3.1 - Type d'accord-cadre .....	9
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires .....	9
3.2.1 - Marché complémentaire.....	9
3.2.2 - Prestations similaires .....	9
3.3 - Exclusions .....	9
3.4 - Pièces contractuelles.....	9
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité .....	10
Article 5 - Prix .....	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué .....	10
5.2- Modalités d'actualisation des prix .....	10
5.3- Modalités de révision des prix .....	10
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde » .....	10
Article 7- Avance.....	10
Article 8- Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	11
8.3 - Délai global de paiement.....	11
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	12
Article 9 - Clause environnementale .....	12

Article 10 - Pénalités.....	12
10.1 - Pénalités de retard .....	12
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	13
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	13
Article 11 - Clause de réexamen.....	13
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	13
Article 13 – Constatations de l’exécution des prestations .....	14
27 et 28.1 du CCAG-FCS.....	14
Article 14 - Assurances .....	14
Article 15 - Résiliation du contrat.....	14
15.1 - Conditions de résiliation.....	14
14.2 - Arrêt des prestations.....	14
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
Article 16 - Règlement des litiges et langues .....	15
Article 17 – Dérogations .....	15

## **Article 1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

Dans le cadre du projet d'équipement *NormandSea* soutenue par la région Normandie, le centre de recherche en environnement côtier de l'université de Caen souhaite se doter d'une plateforme de recherche en électrophysiologie. Pour cela et en complément du matériel déjà existant, cette plateforme doit acquérir une station d'enregistrement électrophysiologique intracellulaire couplée à des techniques d'imagerie calcique. Cette station de travail devra comprendre les différents éléments présents dans la description technique. En plus le centre de recherche souhaite acquérir des compléments pour équiper la bouée instrumentée SMILE en baie de Seine.

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

La station d'électrophysiologie devra intégrer les éléments suivants repartis en différents lots dont le détail sera ensuite donné pour chacun

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Lot 1 Table antivibratoire avec cage de Faraday et microscope équipé**

- Table antivibratoire avec cage de Faraday
- Microscope droit équipé avec fluorescence et infrarouge
- Système de d'acquisition d'imagerie calcique
- Plateforme d'enregistrement
- Chambre d'enregistrement
- Micromanipulateurs motorisés
- Système d'acquisition de données
- Rack de paillasse

Le descriptif détaillé des différents éléments compatibles entre eux est donné en suivant :

##### **1) Table antivibratoire et cage de Faraday**

La table antivibratoire doit être pneumatique avec des dimensions contraintes par l'emplacement dans la pièce d'utilisation (voir dimension plus bas). Cette table doit être intégrée à l'intérieur d'une structure faisant office de cage de Faraday avec présence d'étagère et d'un kit de mise à la terre. Ce kit doit permettre de raccorder la table antivibratoire, la cage de Faraday et l'ensemble des équipements de la station d'électrophysiologie. Un système d'air comprimé compact et silencieux doit être fourni pour permettre le fonctionnement correct de la table antivibratoire. Des ouvertures latérales dans la cage doivent permettre le passage de câbles et différents tuyaux de perfusion. Les dimensions totales de la cage de Faraday et de la table ne doivent pas dépasser 127cm de large sur 100 cm de profondeur.

## 2) Microscope droit équipé

Le microscope droit doit être équipé d'une tête trinoculaire avec les oculaires associés et la caméra utilisée pour l'acquisition en imagerie calcique (voir descriptif *imagerie calcique*) et d'un porte objectif central pour le basculement des différents objectifs dont un 4x plan et un 40x Fluo à eau.

Le microscope fourni doit pouvoir permettre de visualiser les échantillons en lumière transmise et en fluorescence pour cela le système doit pouvoir recevoir une source lumineuse d'excitation fluorescente et les différents filtres nécessaires de type FITC et FURA-2 (voir descriptif *imagerie calcique*).

En supplément il est demandé à ce que le microscope soit équipé d'un système infra-rouge DIC à une longueur d'onde de 775nm.

L'ensemble du microscope doit permettre la visualisation stable de neurones sur préparation *in vitro* sur tranche de tissu nerveux afin de réaliser des enregistrements intracellulaires et des enregistrements de l'activité neuronale via imagerie calcique.

Le système doit proposer au maximum une limitation du bruit électronique et des vibrations pouvant perturber la qualité de l'enregistrement.

## 3) Système d'acquisition d'imagerie calcique

Ce système d'acquisition doit permettre de visualiser l'activité de neurones via l'enregistrement des dynamiques calciques intracellulaires.

Pour cela il doit être composé d'une source lumineuse LED compatible avec différents types de marqueur non ratiométrique et ratiométrique calcique tel que le marqueur Oregon Green 488 (excitation : 498nm - émission : 526nm) et le marqueur Fura-2 (excitation 340/480nm – émission 510 nm). Différentes sources lumineuse LED peuvent être proposés en variante en fonction de leurs spécificités avec les marqueurs calciques.

Le système doit être également accompagné d'une caméra compatible pour les usages souhaités ainsi que du matériels et logiciel de visualisation et d'analyse adéquate.

## 4) Plateforme d'enregistrement

Une plateforme d'enregistrement pour microscope droit doit être fournie. Cette plateforme doit contenir un plateau de translation XY, un système d'évacuation de liquide et un insert pour une chambre d'enregistrement. Cette plateforme doit être taraudée pour permettre l'ajout de mat visé.

## 5) Chambre d'enregistrement

La chambre d'enregistrement doit être compatible avec la plateforme du microscope droit et équipé d'un système de régulation de température (chauffant et refroidissant) du liquide de perfusion. Le module de contrôle de température doit donc être fourni ainsi qu'une pompe permettant l'arrivée et la sortie du liquide de perfusion. Le module de contrôle de température doit permettre la sélection manuelle d'une température de consigne souhaitée dans la chambre et la mesure de la température du liquide perfusée afin de l'ajuster à la température de consigne. La vitesse de la pompe de type péristaltique doit être contrôlable manuellement.

## 6) Micromanipulateurs motorisés

Deux micromanipulateurs motorisés fin 3 axes avec leurs blocs de contrôle et alimentation doivent être fournis. Ces micromanipulateurs doivent avoir une course d'environ 25mm et un

pas minimal d'une soixantaine de nm. Ce système doit permettre une grande stabilité du positionnement de l'électrode au cours de l'enregistrement et doit être compatible avec la plateforme d'enregistrement.

#### 7) Système d'acquisition de données

La station d'électrophysiologie sera pourvue d'un système d'acquisition de données en provenance des amplificateurs intracellulaire. Ce système permettra la numérisation des mesures analogiques avec un système de réduction de bruit provenant du secteur (50Hz). L'ensemble comprendra le boîtier d'acquisition et son logiciel de visualisation sur ordinateur (Windows).

#### 8) Rack de paillasse

Un rack (de type baie de brassage réseau au format 19U) permettant la fixation des différents appareils électronique et le support de l'écran de l'ordinateur et du clavier doit être fourni. Sa taille sera idéalement au format 19 pouces pour une hauteur de 42U avec deux tablettes fixes et deux amovibles ainsi qu'un tiroir. Une multiprise (minimum 8 prises) bandeau pour rack 19 pouces avec interrupteur sera également fournie.

### **Lot 2 Amplificateur intracellulaire**

- Amplificateur intracellulaire
- Système d'éjection pneumatique (en option)
- Stimulateur avec isolement (en option)

#### Amplificateur intracellulaire

La station d'enregistrement possèdera deux modules d'amplificateur intracellulaire en mode « bridge » de type current clamp adapté aux enregistrements de type sharp electrode. L'amplificateur doit être muni d'un afficheur et d'une fonction « Buzz » et « Electrode clearing ». Une télécommande déportée pour la fonction « Buzz » est souhaitée. Tout le nécessaire de porte électrode et de tête de pré-amplification doit être fourni avec le système en fonction du matériel proposé. Ces modules d'amplification doivent être compatibles avec le rack EPMS-07

#### **Option 2.1**

##### Système d'éjection pneumatique

Un système d'éjection d'air sous pression (jusqu'à 4bars) pour micropipette peut être proposé avec cette station d'électrophysiologie. Le dispositif doit permettre un contrôle précis de la pression éjectée et de la durée de l'impulsion compatible 1ms. Il doit être également possible d'utiliser une source externe pour contrôler l'impulsion. L'impulsion d'injection d'air doit être déclenchée soit par une commande directe sur le dispositif soit par une commande déportée (du style pédale de commande) soit par un signal d'entrée analogique. Le dispositif sera fourni avec un système anti reflux si disponible avec le dispositif et un système de fixation pour la micropipette. Le dispositif sera compatible avec le rack de paillasse 19 pouces.

#### **Option 2.2**

##### Stimulateur avec isolement

Le stimulateur doit :

- Réaliser des stimulations sur le tissu nerveux dans la chambre d'enregistrement (nécessité d'avoir un système isolé de la terre) en fournissant soit une tension soit un courant.
- Fournir des signaux TTL ou être contrôlable par un signal externe analogique.
- Réaliser des stimulation monopolaire ou bipolaire.

Le stimulateur est fourni avec un micromanipulateur manuel 3 axes fixable sur la plateforme d'enregistrement via un mat dont l'extrémité est taraudée (filetage compatible avec la plateforme d'enregistrement).

### **Lot 3 Compléments pour bouée instrumentée**

Les équipements demandés ci-dessous doivent être totalement compatibles avec la sonde WIMO NKE installée sur la bouée SMILE en baie de Seine (<https://www.mersea-lab.fr/projet/smile-bouee-instrumentee/>)

- 2 balais nettoyage automatique des capteurs de la sonde
- Une interface de calibration de la sonde avec son logiciel
- Un câble de 10m pour connecter la sonde
- Une bouée côtière de 600 L pour installer la sonde lors des maintenances de la bouée SMILE.
- Modem de transmission 3G & 4G pour bouée de 600L
- Câble 1,5 m pour le modem de transmission
- Capteur d'oxygène (optique) autonome sur piles ou batteries avec accessoires d'activation et piles

#### **Option 3.1**

- Deux capteurs d'oxygène (optique) autonomes sur piles ou batteries avec accessoires d'activation et piles

#### **Option 3.2**

- Enveloppe de protection capteur d'oxygène

#### **Option 3.3**

- Collier de fixation

### **1.2.2 - Description technique**

Le marché est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV
1	Achat d'une table antivibratoire avec cage de Faraday et d'un microscope équipé pour électrophysiologie	38000000 38510000	Equipements de laboratoire Microscopes
2	Achat d'un amplificateur intracellulaire	38000000	Equipements de laboratoire
3	Achat Compléments pour bouée instrumentée	38290000	Instruments et matériels de télémétrie, d'hydrographie, d'océanographie et d'hydrologie

## **1.3 - Prestations annexes**

### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale de deux ans pour les lots 1, 2 par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

## **1.4 - Variantes**

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'un reconditionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Université de Caen Normandie  
Centre de recherches en environnement côtier – CREC  
Station Marine Université Caen Normandie  
54 rue de Docteur Charcot  
14530 Luc sur Mer

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

Le présent marché débute à sa notification



## **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

Le délai d'exécution du présent marché est fixé dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

## **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Sans objet

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Sans objet

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouveau marché doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Sans objet

### **3.3 - Exclusions**

Sans objet

### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

## **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **Article 5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

### **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables.

### **5.3- Modalités de révision des prix**

Les prix sont fermes, et non révisables.

## **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

Sans objet

## **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

## **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

### **Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

### **NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

#### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

##### En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

##### En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

#### **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

#### **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

##### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

## **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

## **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

## **Article 13 – Constations de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

## **Article 14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **14.2 - Arrêt des prestations**

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

## **Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire,

cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17 – Dérogations**

L'article 1.3.1 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS